

Eduquer, c'est oser

par Josette Daniel, Georges Dupon-Lahitte et Eric Raffin



ANNONCÉE dans un scepticisme général, la consultation nationale voulue par le chef de l'Etat, et qui a accompagné les travaux de la commission Thélot, a rencontré un vif intérêt, en dépit des prédictions d'augures de mauvais aloi.

Qui s'en étonnerait, à l'heure où enseignants et parents, faisant tomber les vieilles murailles corporatistes et catégorielles, cherchent ensemble, de bonne foi, et dans la confiance, à redonner sens et vigueur à l'œuvre d'éducation ?

A cet égard, et en dépit d'approches nécessairement divergentes mais néanmoins complémentaires, tous, ou presque, trouvent dans les conclusions de ces travaux des raisons d'espérer et d'agir : socle commun des connaissances indispensables, éducation concertée, recherche de parcours personnels et différenciés en fonction des capacités de chaque élève, équipes éducatives, projets d'établissement sont autant d'aspirations partagées par tous les acteurs de la communauté éducative.

Or, voici qu'au moment précis où ces aspirations pourraient devenir réalités en réponse au vœu exprimé par les citoyens français, une tentation réductrice s'empare des rédacteurs de la loi à venir : bâtir une école sans parents.

Ainsi, ayant écouté l'annonce dès le 18 novembre des principales dispositions d'un texte au sujet duquel les consultations préparatoires ne sont pas encore achevées, ces derniers ont attendu en vain d'être cités, fût-ce une fois, par le ministre qui est en charge de l'éducation de leurs enfants.

Curieux et étonnant silence, qui suscite évidemment bien des ques-

tions, et autant d'interprétations ; les parents, qui sont autant de citoyens dignes de respect, ne comprennent plus ; leur volonté, qui rejoint la volonté même du président de la République et celle du premier ministre, pourrait-elle être tenue pour non avenue au nom de la crainte de déplaire ?

Non, décidément non, il ne sera pas dit qu'une fois encore l'avenir du pays pourra être sacrifié, au nom d'une apparente paix sociale. Non, décidément non, la démocratie ne cédera pas devant la dictature intransigeante d'un immobilisme prétendument républicain.

Choisir une école sans parents, c'est choisir l'école du passé, c'est faire régresser la France en matière d'éducation, de culture et de cohésion sociale

Car c'est bien d'un enjeu national majeur qu'il s'agit : choisir une école sans parents, c'est choisir l'école du passé, c'est faire régresser la France en matière d'éducation, de culture et de cohésion sociale.

Associer les parents à la vie de l'école, c'est leur reconnaître leur rôle de premiers éducateurs et de membres à part entière de la communauté éducative ; c'est choisir

l'école de l'avenir et contribuer à réduire la fracture sociale.

Après tout, le choix a été fait depuis longtemps : c'est une politique d'éducation nationale qu'il faut construire ; loin de favoriser le retour d'une vision étroite de l'« instruction publique », il faut donner à l'école un nouvel élan qui permette que l'éducation soit à nouveau l'affaire de toute la nation : enseignants, parents, personnels d'éducation, élus politiques et acteurs économiques, sans oublier enfants, adolescents et jeunes adultes, auxquels on demande bien peu leur avis ; un élan qui irrigue moins les structures que les esprits et qui permette ce dialogue tant attendu et qui fait encore si cruellement défaut.

Ce qui doit advenir, c'est une école qui place la personne de l'élève, et non une classe d'âge, au centre de ses préoccupations ; une école qui redise sa confiance à des enseignants soucieux de dispenser un savoir incarné dans le progrès humain, une école qui ne referme pas la porte de la crainte sur des parents plus désorientés que démissionnaires ; une école, enfin, qui, sans perdre sa spécificité, s'ouvre aux regards et aux richesses du monde extérieur.

Briser cet élan par la promulgation d'une loi par trop technique, quelles qu'en soient les qualités, c'est refuser de faire à nouveau aimer l'école, qui doit présenter un visage tout à la fois exigeant et séduisant ; c'est aussi refuser de donner leur chance à des milliers d'enfants issus de familles dont les repères sociaux sont émoussés et qui ont besoin d'une attention toute particulière que la seule restauration de l'autorité et du prestige du diplôme ne saurait remplacer.

Il convient de dire ici que s'il est question de demander aux ensei-

gnants de passer davantage de temps dans l'école, l'on pourrait évoquer tout aussi utilement la répartition du temps qu'ils y passent entre enseignement et accompagnement scolaire, de même que le fait d'exercer en équipe ces deux missions d'égale valeur ; et c'est un mauvais prétexte que

JOSETTE DANIEL, GEORGES DUPON-LAHITTE, ÉRIC RAFFIN
président respectivement la PEEP (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public), la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) et l'Unapef (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre).

celui qui consiste à dire qu'une telle perspective dresserait les enseignants contre la loi à venir, sans même permettre à ces derniers d'en discuter avec les parents d'élèves.

Une école lieu de vie, c'est une nation en réduction, qui vit, échange, discute, apprend la diversité et le respect, adultes et jeunes tenant leur juste place. Le préau préfigure la place publique et l'assemblée d'élus, dont l'accès n'est pas réservé à l'élite intellectuelle. Dans ces relations du quotidien, la cohésion sociale prend ses racines.

Voilà pourquoi la hâte ne peut être bonne conseillère ; refonder le socle d'une nation pour les vingt ans qui viennent demande mieux que cinq tables rondes sans parents et sans doute un peu plus de huit semaines. Cela demande surtout l'abandon des préjugés, le goût du débat démocratique, la volonté de rechercher un sens à l'action et la conviction que gouverner, comme éduquer, c'est oser.